



Les objectifs de développement durable à la Une

COMPTRENDU
Catherine AERTS

© Archive

Il y avait foule le 23 octobre dernier à Flagey pour participer au SGD-Forum 2018 organisé par l'Institut fédéral pour le Développement Durable. Il est vrai que le programme entièrement consacré aux objectifs de développement durable (ou SDGs pour Sustainable Development Goals), définis par les Etats membres de l'ONU en 2015 pour les quinze prochaines années, était plus que substantiel.

Si ce plan s'applique à tous les pays signataires, pauvres ou riches, du Nord comme du Sud, il faut en effet savoir que la Belgique fait figure de bon élève en la matière. Au fil de la matinée, plusieurs orateurs de qualité se sont succédé à la tribune.

La parole à l'institutionnel

Marie-Christine Marghem, ministre fédérale de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable, a ouvert les débats en soulignant que « chaque citoyen de la planète est concerné par les SDGs, peu importe où il habite, peu importe son origine ethnique, culturelle ou religieuse. » Elle a replacé l'adoption fin 2015 par l'ensemble des pays de l'ONU de l'agenda prévoyant d'atteindre ces objectifs en 2030 dans son contexte historique et géopolitique.

Les rapports alarmistes s'accumulent en effet : Celui du GIEC pointe l'augmentation actuelle de la température moyenne de 0,1 à 0,2 °C par décennie à cause des émissions passées et actuelles, « une gifle mondiale qui ramène chacun à ses responsabilités ». Celui de l'Office des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) relève que les vingt dernières années ont connu une hausse spectaculaire de 151% des pertes économiques directes dues aux catastrophes liées au climat. Et la ministre de se joindre à la responsable du Centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres (CRED) pour marteler que « ceux qui souffrent

le plus du changement climatique sont ceux qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre. »

Au nom de l'ONU

Barbara Pesce-Monteiro, du bureau des Nations Unies et du programme des Nations Unies pour le développement à Bruxelles, a ensuite pris la parole. Elle a d'abord brossé un rapide bilan de la situation depuis l'an 2000 et la Conférence du Millénaire qui a défini huit objectifs de développement du millénaire à mettre en œuvre sur une période de quinze ans, et fait le constat que si la méthode avait bien fonctionné, les objectifs, dont bien sûr l'éradication de la pauvreté, n'avaient pas tous été atteints. Elle a ensuite insisté sur le fait que l'adoption des dix-sept SDGs par les membres de l'ONU constituait un changement de paradigme, le choix d'un point de vue plus large et l'instauration d'un dialogue nord-sud. Il s'agit en effet d'un programme universel plus ambitieux dont personne ne doit être exclu. Bonne nouvelle, plus de cent pays se sont volontairement engagés, dont vingt-quatre membres de l'Union Européenne.





Parmi les bons élèves: la Slovénie, le Danemark, la Norvège et bien sûr la Belgique. Mais les défis (les inégalités, l'emploi des jeunes, les problèmes de pollution,...) restent nombreux. Il ne faut pas perdre de vue que la croissance doit être inclusive pour avoir une chance de résoudre les problèmes. Dans les faits, le niveau local se révèle très important. Les villes avec leur population jeune représentent à la fois un risque et un très grand potentiel comme le démontre Malmö, une ville qui a réussi à se réinventer. L'oratrice insiste en conclusion sur l'importance du partenariat public-privé et de l'engagement privé pour une nouvelle société. « Il faut réévaluer nos vies », assène-t-elle. « Il nous reste douze ans pour atteindre nos objectifs. Chacun d'entre nous doit réfléchir sur le « comment » et il faut qu'une nouvelle législation soit mise en place. »

Un regard critique

C'est par skype, depuis Londres, que Jeffrey Sachs est intervenu. L'économiste américain, professeur à l'Institut de la Terre de l'université Columbia (New York) et consultant spécial du Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, s'est taillé un joli succès avec son jugement sans concession de la politique américaine actuelle. En matière de SDGs, il estime que chaque pays doit réfléchir aux défis à relever en interne mais aussi à travers le monde.

Les pays industrialisés doivent tendre à devenir des pays durables, mais aussi aider les pays pauvres à atteindre les SDGs afin de rendre l'environnement durable. Il a étudié le cas de la Belgique et pointe ses atouts (prospérité économique, équité sociale, durabilité environnementale) qui en font l'un des pays les plus proches de l'objectif. Mais les défis en matière environnementale restent nombreux. Il cite la nécessité de freiner le changement climatique, de lutter contre la disparition de la biodiversité et contre les produits chimiques. On a en effet trop longtemps négligé les défis environnementaux et si l'Europe se positionne à l'avant-garde, elle manque d'efficacité à cause des intérêts spécifiques des différents pays. Or, aucun pays ne résoudra le problème tout seul ! Il faut soutenir les pays pauvres, privilégier l'éducation et la santé, deux objectifs majeurs aux côtés des défis environnementaux. En bon économiste, Jeffrey Sachs plaide pour un capitalisme responsable et durable. Pour lui, les SDGs signifient « regarder vers l'avenir ».

Du côté des observateurs

Hilary Tam du bureau de stratégie Futerra spécialisé dans le développement durable a ensuite exposé la stratégie marketing destinée à populariser les SDGs avant que les professeurs Lars Moratis de l'Antwerp Management School et Valérie Swaen de la Louvain School of Management présentent leur SDGs Baromètre,

ne étude qualitative faisant suite à d'autres études de 2011 et 2015 et basée sur les réponses de plus de quatre cents dirigeants d'entreprises et d'organisations, tous profils confondus. La Professeure Valérie Swaen a accepté de commenter pour nous les résultats de cette étude. Retrouvez son interview en page 11.

La matinée s'est terminée par une table ronde réunissant des participants aussi divers que Kira Van den Ende, représentante de la Génération T, ces jeunes de tous horizons qui contribuent à la transition vers une société et une économie plus durables, Patrizia Heidegger (SDGs Watch Europe/Multi-Stakeholder Platform for the Implementation of the SDG's), l'économiste et philosophe Philippe Van Parijs, ou encore Jan Noterdaeme de CSR Europe, European Business Network for Corporate Social Responsibility, sous la houlette de Wayne Visser professeur à l'Antwerp Management School.

Tous sont arrivés à la conclusion que les SDGs sont bien plus que de simples objectifs de développement durable. L'après-midi enfin a offert aux participants l'opportunité de choisir entre une quinzaine d'ateliers traitant des différents aspects de la thématique du jour, une thématique dont il est plus que probable qu'on entendra beaucoup parler dans les années qui viennent.



QU'EST-CE QUE LES SDGs ?

Tout le programme du 23 octobre dernier a donc tourné autour des SDGs. Mais au fait, que sont exactement ces objectifs de développement durable ?

Adoptés par l'ONU en 2015 et entrés en vigueur le 1er janvier 2016, ils ont pour propos d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité de tous à l'horizon 2030. Au nombre de dix-sept, ils se répartissent comme suit :



SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS



FOCUS
INTERVIEW

VALÉRIE SWAEN
UCL LOUVAIN

Les enseignements du premier baromètre SDGs

INTERVIEW
Catherine AERTS

© Archive

Un des points forts du SDG-Forum a été la présentation par les professeurs Lars Moratis (Antwerp Management School) et Valérie Swaen (UCLouvain) du premier baromètre sur l'intégration des SDGs (Sustainable Development Goals) dans les organisations en Belgique.

Au lendemain de cette intervention très instructive et en prélude à la conférence de l'ADIC du 20 novembre qu'elle a animée avec Claudia Bruffaerts, jeune diplômée de la Louvain School of Management (UCL), sur le thème « Etat des lieux des pratiques des entreprises par rapport aux Objectifs du Développement Durable et pistes de renouveau », Valérie Swaen nous a accordé un entretien à propos de ce baromètre qui fait suite à d'autres études menées depuis 2011.

E&H : Quels sont les principaux enseignements de ce baromètre ?

Valérie Swaen : Un premier enseignement est que la majorité des entreprises et/ou organisations (organismes publics, privés, ONG, etc.) ayant répondu à notre enquête connaissent les objectifs du développement durable et la plupart d'entre elles ont déjà mis en place des actions concrètes en la matière, notamment via la mise sur pied de partenariats innovants, par exemple des partenariats intersectoriels ou encore avec des ONG.

Bonne conscience sélective

Par contre, la plupart de nos répondants se focalisent sur un ou quelques objectifs du développement durable (souvent ceux les plus directement liés à leur *core business*), plutôt que d'embrasser l'ensemble des dix-sept objectifs de développement durable dans leur réflexion et stratégie. Bien que ce comportement puisse être parfaitement compréhensible d'un point de vue pratique, l'ONU a clairement indiqué que les SDGs sont indivisibles pour contribuer à la réalisation de l'agenda 2030.

Comprendre qu'il s'agit d'un ensemble d'objectifs interdépendants, nécessaires à atteindre collectivement pour la survie de la planète constitue un grand pas qui reste encore à faire dans nos organisations.

En outre, la Belgique a identifié plusieurs faiblesses ou priorités: les SDGs 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), 14 (vie aquatique) et 15 (vie terrestre). Or nos répondants ne pointent pas ces objectifs comme prioritaires. Il y a donc un hiatus. Souhaitons que certaines organisations fassent évoluer leurs priorités dans le bon sens.

Enfin, les entreprises et organisations qui investissent le plus dans les SDGs ne sont pas forcément celles qui communiquent le plus sur le sujet! La menace du *SDG-washing* reste vivace... Nous devons tous rester vigilants pour que les objectifs du développement durable ne soient pas utilisés comme outil d'amélioration de l'image des entreprises, sans réel fondement et actions concrètes mises en place.





Pouvoir d'incitation

Qu'en est-il plus précisément des organisations basées en Wallonie ?

V. S. : Très peu de nos répondants sont des organisations basées en Wallonie. Faut-il voir dans ce résultat un manque d'implication des organisations du sud du pays dans l'atteinte des objectifs du développement durable ? Je ne le crois pas du tout ! Beaucoup d'organisations et d'entreprises wallonnes, grandes et moins grandes, développent des activités innovantes qui contribuent sans aucun doute à l'atteinte des objectifs du développement durable.

Les pouvoirs publics prennent-ils suffisamment de mesures incitatives ?

V. S. : Les pouvoirs publics semblent vraiment être actifs dans le développement d'actions pour soutenir l'atteinte des SDGs. Cependant, les acteurs de terrain, entreprises et organisations que j'ai l'occasion de côtoyer régulièrement, indiquent très régulièrement ne pas se sentir soutenus par les pouvoirs publics. Ceux-ci, à tous les niveaux, doivent donc fournir davantage d'efforts pour informer et former les acteurs belges au sujet des SDGs, en particulier les plus petites structures qui ont encore souvent une connaissance assez superficielle de ces objectifs et de leur rôle à cet égard. En outre, les pouvoirs publics se doivent d'identifier le juste mélange entre « forcer » et/ou « inciter » les entreprises et organisations à aller plus dans la direction souhaitée, direction qui doit par ailleurs être encore plus clairement exprimée.

Des études comparables sont-elles menées à l'étranger ?

V. S. : Il en existe portant sur une approche plus internationale et avec des questionnaires qui leur sont propres. Nous comparons dès que possible nos résultats aux leurs, dans le rapport complet du baromètre qui est accessible sans frais sur notre site web (<https://uclouvain.be/en/research-institutes/lourim/news/sdg-barometer-belgium-2018.html>).

Nous envisageons de développer cette démarche de baromètre à une échelle internationale dans les années à venir. Dans tous les cas, il n'est pas question pour nous d'une enquête « one shot ». Nous désirons renouveler ce baromètre

"MÊME LES PLUS RÉTICENTS RÉALISENT AUJOURD'HUI QU'ILS NE PEUVENT PLUS SE DIRE «NON CONCERNÉS» PAR LES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE".

dans deux ou trois ans pour pouvoir mesurer l'évolution des connaissances et des actions par rapport aux SDGs.

L'avenir en marche

Quel est l'accueil de la jeune génération ?

V. S. : Le thème des SDGs les passionne. La Majeure Philippe de Woot en Corporate Sustainable Management, cet ensemble de six cours offerts à nos étudiants de la LSM depuis septembre 2017 sur des questions liées au développement durable, réunit cette année plus de 80 participants. Le nombre de mémoires autour de ce thème est depuis plusieurs années en grande expansion. Faut-il attendre que l'ancienne génération de leaders laisse la place à ces jeunes ? Il serait dommage de perdre ainsi une génération à attendre l'arrivée de la suivante sur le marché... Il faut donc continuer à convaincre les plus réticents.

Justement, le processus est-il engagé ?

V. S. : Les SDG présentent l'énorme avantage de proposer un langage commun aux différents acteurs, que ceux-ci relèvent du secteur privé ou du secteur public, ainsi que pour chaque citoyen ou consommateur au niveau individuel. Tout le monde est concerné, peut comprendre les SDGs, leur importance, et peut se demander comment au quotidien y contribuer.

Le fait de sélectionner un ou plusieurs de ces objectifs qui semblent les plus faciles à atteindre pour l'organisation est une première étape: même les plus réticents réalisent aujourd'hui qu'ils ne peuvent plus se dire « non concernés » par les enjeux du développement durable. Je crois en la force des engagements publics pris par les entreprises car la réputation est aujourd'hui un outil puissant. Les questions posées par la nouvelle génération, les consommateurs, les citoyens, la société civile ou les ONG obligent même ceux qui pensent que les questions de développement durable ne font pas partie de leur métier à préparer au moins un discours voire des actions en la matière.

On accuse parfois les grandes entreprises de n'utiliser les SDGs que comme outil marketing. Cela peut être vrai dans certains cas dans un premier temps mais la menace pour leur réputation est réelle. Toute exagération et/ou toute action irresponsable entraînera une punition sur le prix de l'action, un boycott ou un mix des deux, ayant des impacts à plus ou moins long terme sur la réputation de l'entreprise. Aucune entreprise n'a envie d'être la cible de ce genre de mouvement.

Quels sont les vecteurs de cette évolution ?

V. S. : Les réseaux sociaux, entre autres éléments, exercent une grande influence grâce à la vitesse de diffusion de l'information, obligeant les entreprises à être prêtes à réagir. Le danger peut venir de n'importe où, n'importe quand, est imprévisible et peut avoir un impact fort sur les résultats de l'entreprise. Je pense qu'en vertu du principe de précaution, tous les acteurs, même les plus réticents, se posent plus de questions qu'auparavant sur l'impact environnemental ou sociétal d'une décision.

« Les pouvoirs publics doivent fournir davantage d'efforts pour informer et former les acteurs belges au sujet des SDG »

Le lien entre développement durable et innovation me semble vraiment un axe important de développement, générateur d'opportunités de marché, tout comme la pression des financiers. En effet, le monde de la finance (banques, fonds d'investissement) évolue extrêmement vite par rapport à la mesure des performances extra-financières des entreprises et pourrait aujourd'hui décider de ne pas financer certains projets estimés trop polluants ou présentant un risque social trop élevé. Je pense que c'est un bras de levier énorme.



 VIE DE L'ADIC

L'ADIC consacre une conférence aux SDGs



COMPTE-RENDU
Catherine AERTS

Pour la deuxième conférence de son cycle 2018-2019 consacré au renouveau en ces temps de rupture, l'ADIC s'était délocalisée le 20 novembre dernier à Louvain-la-Neuve.

Ses fidèles l'avaient suivie et avaient même été rejoints par un public étudiant avide de découverte. Mission accomplie donc. Il est vrai que les oratrices, la professeure Valérie Swaen et Claudia Bruffaerts, jeune diplômée de la Louvain School of Management (UCLouvain), et le thème de la soirée, « Etat des lieux des pratiques des entreprises par rapport aux Objectifs de développement durable et pistes de renouveau », avaient de quoi interpeller la génération des décideurs futurs !

La conférence leur était d'ailleurs clairement et directement adressée. C'est pourquoi elle a suscité un grand nombre de questions et de réflexions. D'entrée de jeu, Valérie Swaen a longuement présenté et recontextualisé les 17 SDGs et les 169 cibles qui y sont liées, en mettant en évidence le rôle des entreprises dans ce domaine et en plaidant pour une approche *outside-in* plutôt que *inside-out*. Après avoir répondu à une première salve de questions posées par l'auditoire, elle a ensuite présenté le baromètre élaboré en collaboration avec le professeur Lars Moratis de l'Antwerp Management School. Méthodologie et résultats ont été passés au crible. Claudia Bruffaerts a pris le relais pour traiter du SDGs reporting. Elle a exposé les résultats de son travail de mémoire basé sur un échantillon de rapports de développement durable publiés par 25 entreprises. Elle identifie en particulier trois bons élèves: le diamantaire Rosy Blue, la banque Triodos et Danone.

Les conclusions et recommandations managériales de la jeune femme visent toutes à guider les chefs d'entreprise dans cette démarche de reporting encore nouvelle pour beaucoup d'entre eux, particulièrement dans les petites structures. Une nouvelle série de questions-réponses a conclu une soirée dense et enrichissante.

Le baromètre SDGs est accessible gratuitement en ligne à l'adresse



antwerpmanagementschool.be/sdgbarometer